

<b>Thèmes et questionnements</b>	<b>Comment analyser la structure sociale ?</b>
<b>Notions de terminale et acquis de première</b>	<b>Notions de Terminale : Inégalités économiques, inégalités sociales, classes sociales, groupe de statut, catégories socioprofessionnelles</b> <b>Acquis de première : salaire, revenu, profit, revenus de transfert, groupe social</b>

On mettra en évidence le caractère multiforme des inégalités économiques et sociales ainsi que leur aspect parfois cumulatif.

**Une inégalité est communément définie comme une différence d'accès à des ressources rares et socialement prisées.** Les inégalités reposent donc explicitement ou implicitement sur des formes de hiérarchisations sociales dont les valeurs et les normes collectives sont au fondement. Autrement dit, les inégalités sont historiquement et socialement construites et il existe une dynamique des inégalités : les inégalités d'hier ne sont pas toujours celles d'aujourd'hui qui ne seront pas nécessairement celles de demain.

**Les inégalités sont nombreuses et multiformes.** Parmi les **inégalités économiques** on peut citer les inégalités de revenus et les inégalités de patrimoine. Il existe des **inégalités sociales** qui concernent les inégalités dans les modes de vie et dans les pratiques culturelles, les inégalités de capital culturel, les inégalités scolaires, les inégalités face au loisir ou à la santé, les inégalités de logement, les inégalités face au chômage et plus largement face à l'emploi, les inégalités dans la répartition des tâches domestiques, etc.

**Les inégalités peuvent former un processus cumulatif.** C'est-à-dire que les inégalités ne sont pas, dans la plupart des cas, indépendantes les unes des autres, mais au contraire une inégalité peut être à l'origine d'une autre inégalité etc. Ainsi, par exemple, *les inégalités de revenus, peuvent entraîner des inégalités dans les niveaux de vie (de même que des inégalités patrimoniales), les inégalités de niveaux de vie ont des conséquences sur les inégalités de mode de vie (plus faible accès à la culture et aux loisirs – faible capital culturel objectif - ; inégalités dans le logement et le lieu de résidence). À ce niveau, pour Bourdieu, les inégalités de capital culturel et pour Boudon les inégalités de revenu sont à l'origine d'inégalités scolaires, lesquelles débouchent sur des inégalités de qualifications et in fine sur des inégalités face à l'emploi et dans les conditions de travail. Ces inégalités liées au monde du travail débouchent alors sur des inégalités de revenus et dans l'espérance de vie etc.*

**Au-delà de leur caractère cumulatif on peut également souligner le fait que les inégalités se reproduisent c'est-à-dire se transmettent de génération en génération.** Ainsi, Pierre BOURDIEU s'est-il attaché à dénoncer et expliquer le phénomène de reproduction des élites.

On procédera à des comparaisons aux niveaux européen et international en utilisant les principaux indicateurs et outils statistiques appropriés.

**Il existe plusieurs indicateurs de mesure pour appréhender les inégalités économiques et sociales,** on peut citer : les écarts et les rapports interdécile, interquartile, interquantile etc. ; la courbe de Lorenz ; le coefficient de Gini ; les strobiloïdes. *Voir fiche des savoir-faire quantitatifs.*

**L'analyse de plusieurs indicateurs de mesure nous a permis de constater que les inégalités économiques et sociales étaient plus marquées dans certains pays que dans d'autres.** Par exemple, l'analyse des strobiloïdes fait ressortir le constat que les sociétés anglo-saxonnes (États-Unis et Royaume-Uni), sont plus inégalitaires, « *en forme de poire* » c'est-à-dire des pays où la richesse et la pauvreté extrêmes sont possibles et non négligeables en termes d'effectifs ; en revanche, la représentation en forme de « *toupie* » de la France renvoie l'image d'une société où aux extrêmes les inégalités sont moins prononcées et dans laquelle une vaste classe moyenne a pu se développer. L'analyse des rapports interdéciles ou des coefficients de Gini nous montre une certaine hétérogénéité au sein des pays européens, avec les pays du Nord où les inégalités sont moins marquées que dans les pays du Sud. Au niveau mondial, là encore, force est de constater que les inégalités sont plus marquées dans les pays anglo-saxons ou dans des pays émergents comme le Brésil, alors que celles-ci sont plus faibles en Europe du Nord.

On présentera les théories des classes et de la stratification sociales dans la tradition sociologique (MARX et WEBER) ainsi que leurs prolongements contemporains ...

**L'approche de K. MARX des classes et de la stratification sociales :**

**Karl MARX** a une vision unidimensionnelle de la stratification sociale, dans la mesure où il ne retient qu'un seul critère de classification, de nature économique, à savoir la place occupée dans le mode de production. Ainsi, la société est polarisée autour de deux **classes sociales** définies par leur position dans le mode de production. D'une part, la classe capitaliste ou bourgeoise qui détient le capital monétaire et *in fine*, les moyens physiques de production (machines-outils, bâtiments etc.) et les prolétaires qui détiennent uniquement leur force de travail. Lors du processus de production se noue entre les deux classes un rapport social appelé le salariat. À savoir que les prolétaires offrent leur force de travail aux capitalistes qui en disposent librement en échange du versement d'un salaire. Selon **K. MARX**, les **classes sociales** ont donc une réalité objective (classe en soi) c'est-à-dire qu'elles peuvent se définir par la place occupée dans le mode de production laquelle détermine des niveaux et des conditions de vie similaires.

Mais, selon **K. MARX**, il n'y a pas de **classes sociales** sans conscience de classe. Autrement, dit pour qu'un groupe d'individus forment une classe sociale, les individus qui occupent la même place dans le mode de production (classe en soi) doivent

prendre conscience de leurs intérêts communs à défendre et doivent s'organiser pour cela (c'est la classe pour soi). Plus précisément, selon **K. MARX** le rapport social qu'est le salariat est un rapport inégalitaire dans la mesure où les prolétaires sont rémunérés à la valeur d'échange de la force de travail (définie par le niveau du salaire de subsistance) et non à la valeur d'usage créée par celle-ci (*en termes modernes, la productivité marginale du travailleur*). Ainsi, alors que le travail a la propriété de créer plus de valeur (valeur d'usage) que n'en nécessite sa reproduction (valeur d'échange), autrement dit de créer une plus-value, cette plus-value qui appartient de fait aux prolétaires (car ils détiennent la force de travail) est accaparée par les capitalistes. Ce faisant, payés aux salaires de subsistance les prolétaires sont condamnés à la misère et à devoir travailler pour survivre ; alors que les capitalistes en accaparant la plus-value peuvent accumuler du capital et continuer à asseoir leur domination.

Ainsi, **K. MARX** a-t-il une vision réaliste des **classes sociales**, dans la mesure où les **classes sociales** sont amenées à devenir des acteurs du changement social. De même, dans l'approche marxiste les **classes sociales** n'existent et ne se définissent que dans une situation de conflit ; la lutte des classes, moteur du changement social, naissant de la conscience de classe au sein du prolétariat.

### L'approche de **M. WEBER** des classes et de la stratification sociales :

Contrairement à **Karl MARX**, **Max WEBER** a une vision tridimensionnelle de la stratification sociale, et les **classes sociales** n'en constituent, donc, qu'une dimension. Plus précisément, la distribution du pouvoir dans une société se fait à trois niveaux : l'ordre économique, l'ordre social et l'ordre politique.

L'ordre économique est le mode selon lequel les biens et les services sont distribués ; il est à l'origine des **classes sociales**. La situation de classe dépend du degré de chances qu'a une personne d'accéder aux biens ou aux services (classe de possession) et aux moyens de production (classe de production). La première probabilité dépend des revenus tandis que la seconde dépend des différents capitaux possédés. Ainsi, la propriété privée des moyens de production n'est pas le seul critère de classe. De même, pour **M. WEBER** l'existence des **classes sociales** n'entraîne pas automatiquement conscience de classe, même si celle-ci peut émerger et ce, notamment, lorsque les intérêts de classe sont objectifs, et que les contrastes entre les classes sont suffisants pour motiver l'action. Ainsi, **M. WEBER** a-t-il eu une vision nominaliste des **classes sociales**, c'est-à-dire que celles-ci sont un construit du sociologue, un concept créé pour appréhender et expliquer la société. Enfin, dans une société de classe la mobilité sociale est possible ; de même qu'entre la classe privilégiée et la classe défavorisée on trouve des classes moyennes ; tandis que la distribution inégale des ressources ne conduit pas nécessairement à la lutte des classes et à des révolutions.

L'ordre social ou l'ordre statutaire est le mode selon lequel le prestige se distribue au sein d'une société. Un groupe de statut rassemble tous les individus qui ont le même degré de chances d'accéder aux honneurs ou à un même déshonneur. Le statut dépend à la fois de facteurs objectifs comme la naissance, la profession, le type d'instruction et le style de vie ; mais aussi d'éléments subjectifs comme la considération sociale qui dépend des sociétés et évolue au cours du temps. A la différence des classes, ces groupes de statuts sont toujours des communautés, elles sont composées d'individus qui sont conscients de leurs intérêts communs et capables d'agir pour les défendre. Les groupes de statut interagissent avec les **classes sociales**. Ils peuvent se recouper (une classe sociale privilégiée économiquement peut jouir d'une forte reconnaissance sociale) ou au contraire diverger (une classe sociale pouvant être fractionnée en différents groupes de statut).

L'ordre politique est celui de la compétition pour le contrôle de l'État. Elle est opérée par les partis politiques.

L'approche de la stratification sociale chez **M. WEBER** est complexe en ce sens où les élites sont plurielles : élites économiques, élites sociales, ou élites politiques.

### L'approche de **P. BOURDIEU** des classes et de la stratification sociales :

**Pierre BOURDIEU** essaye à la fois de concilier et de dépasser l'analyse de **Karl MARX** et celle de **MAX WEBER**. À **Karl MARX** il emprunte la notion de capital qu'il étend à d'autres domaines et à **Max WEBER** il emprunte l'idée que les acteurs sont en lutte pour l'accès aux biens, au prestige et au pouvoir en ayant des moyens inégaux d'où l'importance de la domination symbolique qui s'exerce aux différents niveaux de la société.

Les **classes sociales** sont analysées à partir de la distribution des positions dans l'espace social. Cette distribution est structurée à partir de deux critères principaux :

- Le volume du capital possédé. À ce niveau **Pierre BOURDIEU** distingue, le capital économique (revenus, patrimoine), le capital social (le réseau de relations) et le capital culturel (niveau de diplôme, maîtrise de la culture légitime qui conditionne les goûts et les pratiques sociales, le capital linguistique etc.) Les agents sont plus ou moins bien dotés en capitaux. L'ensemble de ces capitaux se renforcent mutuellement et s'accumulent.

- La structure du capital possédé, c'est la part respective du capital économique, du capital social et du capital culturel dans le capital global. Ainsi **P. BOURDIEU** distingue au sein classe dominante, les dominants-dominants (fortement dotés de l'ensemble des capitaux) et les dominants-dominés (moins dotés en capital économique mais fortement doté en capital culturel). On observe ici l'importance du capital culturel comme instrument de la domination dans l'analyse de **Pierre BOURDIEU**.

Toutefois, le capital possédé ne suffit pas à déterminer la position sociale d'un individu. En effet, encore faut-il que l'individu mobilise et utilise ce capital pour obtenir une reconnaissance sociale. Ce qui est le cas de classe dominante.

## .... Et on s'interrogera sur leur pertinence pour rendre compte de la dynamique de la structure sociale

### **On observe depuis 1945 une forte modification de la structure professionnelle :**

La structure professionnelle en France peut être appréhendée par le biais des PCS. Celles-ci ont été élaborées par l'INSEE de manière à pouvoir étudier la société française. L'objectif est que les PCS représentent chacune une certaine homogénéité sociale. Pour déterminer cette proximité sociale, l'INSEE part de la profession de la personne de référence du ménage (pour la population active) et utilise cinq critères : le statut professionnel (indépendants / salariés), le type d'activité, le niveau de qualification du poste occupé et non de la personne, la place hiérarchique et le type de travail.

Trois PCS ont vu leur part dans la population active décliner depuis 1945 : les agriculteurs exploitants, les artisans, commerçants et chefs d'entreprise et les ouvriers. Trois PCS ont vu leur part s'accroître à savoir les cadres et professions intellectuelles supérieures, les professions intermédiaires et les employés.

On observe ainsi le déclin très marqué des indépendants et dans une moindre mesure le déclin des salariés d'exécution (ouvriers et employés) au profit de l'augmentation des salariés d'encadrement (cadres supérieurs et professions intermédiaires)

### **De même, on peut distinguer trois temps dans la dynamique des inégalités depuis 1945 :**

Dans un premier temps (1945-1967) les **inégalités** économiques et sociales s'accroissent, puis se réduisent fortement sur la période 1967 au milieu des années 80 pour ensuite s'accroître de nouveau. Il semble que l'ensemble des pays occidentaux ait connu une dynamique similaire à celle de la France.

De 1967 au milieu des années 80, on observe un processus de moyennisation (Henri MENDRAS qualifie même cette évolution de « seconde révolution française »).

En effet, durant cette période, non seulement les niveaux de vie s'accroissent mais les **inégalités économiques et sociales** se réduisent : **c'est la moyennisation. Cette moyennisation est due à plusieurs facteurs** : la création du SMIC en 1970, la généralisation et l'approfondissement de l'Etat Providence dont les logiques se diversifient : assurance, assistance et universalité. La massification de l'enseignement s'est accompagnée d'une démocratisation de celui-ci et l'ascenseur social est devenu effectif (mobilité sociale intergénérationnelle ascendante). *In fine*, tant les prestations sociales versées en espèces (et notamment celles versées sous conditions de ressources) que les prestations sociales en nature (santé, éducation, logement social) ont contribué à réduire les **inégalités**, tant économiques que sociales. Le plein emploi et les avancées sociales obtenues dans le monde du travail suite à de nombreux conflits expliquent également cette réduction des **inégalités**.

Toutefois, à partir du milieu des années 80 la dynamique de réduction des inégalités s'arrête, voire certaines inégalités s'accroissent de nouveau :

**Là encore les explications sont multiples.** En premier lieu on peut citer la crise économique apparue en 1973 et qui a entraîné la rupture du mode de régulation fordiste observé dans les années antérieures. Le chômage explose et les emplois précaires se développent. De même, face à la crise et la montée du chômage, les gouvernements mettent en place des politiques libérales dont la politique de rigueur salariale ou l'accroissement de la flexibilité du travail. Or, alors que désormais, à partir de 1983, les salaires vont augmenter moins vite que la VAB, dans le même temps la libéralisation des marchés financiers (*le « big bang »*) contribue à faire exploser les revenus de la propriété. Et ce, alors même que la progressivité de l'impôt s'atténue. De plus, la massification de l'enseignement, mise en œuvre dès les années 50, n'a pas été pleinement synonyme de démocratisation. En effet, force est de constater que les **inégalités** scolaires restent importantes et dépendent encore du milieu social d'origine. De même, la crise de financement de l'Etat Providence a entraîné le recul forcé de celui-ci dans certains domaines : santé, chômage, retraite, logement.

**Pour certains auteurs compte tenu d'une part de la modification de la structure professionnelle (90% de salariés au sein de la population active et de la montée des professions intermédiaires) et d'autre part du phénomène de moyennisation la notion de classe sociale a perdu de sa pertinence pour rendre compte de la structure sociale.**

- Les **inégalités économiques et sociales** se sont atténuées et elles apparaissent désormais moins marquées : hausse des niveaux de vie, harmonisation des modes de vie.

- Baisse de la conscience de classe du fait de l'atténuation des **inégalités** (hausse des niveaux de vie, harmonisation des modes de vie, amélioration des conditions de travail) mais aussi du brassage social permis par l'école et la hausse de la mobilité sociale.

- Développement de l'individualisme devenue la valeur centrale de nos sociétés : liberté plus grande des choix des comportements face au poids des normes familiales anciennes et de l'Église. Dès lors, désormais, l'individu choisirait librement et indépendamment de ses origines sociales, à la fois les personnes avec lesquelles il se regroupe et les relations qu'il met en place.

- Il n'est plus pertinent de scinder la société française en deux groupes sociaux les indépendants (capitalistes) 10% et les salariés (prolétaires) 90%.

**Alain TOURAINE** parle d'une rupture sociologique. La société industrielle du 19e siècle et du début du 20e siècle n'existe plus. Cette société était marquée par le conflit central entre les ouvriers d'industrie et les dirigeants d'entreprises. Les ouvriers, ou plutôt leurs représentants à travers la constitution d'un mouvement ouvrier remettaient en cause l'ensemble du système social qui reposait sur l'exploitation du travail ouvrier. Mais la société industrielle s'est transformée. La conscience de classe ouvrière est devenue moins radicale du fait de la hausse des niveaux de vie et l'amélioration des conditions de travail. L'évolution des technologies industrielles avec l'automatisation des postes de travail a modifié le paysage industriel transformant beaucoup d'emplois en travaux de surveillance, supprimant les emplois les plus pénibles physiquement. Dans la société postindustrielle, selon Touraine, il

y aurait eu retournement d'axe : c'est le passage d'une « société verticale » a une « société horizontale ».

Pour **Henri MENDRAS**, il convient de changer la représentation schématique de la société. On passe pour lui d'une société pyramidale à une société en forme de toupie. Selon cet auteur deux mouvements remettent en question la vision d'une société divisée en classes sociales. D'un côté, le sentiment d'appartenance à une classe sociale s'affaiblit puisque de moins en moins de gens se disent appartenir à la classe ouvrière ou à la bourgeoisie, et ceux qui se situent dans la classe moyenne deviennent plus nombreux, jusqu'à être majoritaires dans l'ensemble de la population. D'un autre côté, les catégories sociales intermédiaires se multiplient. Ainsi, cet auteur évoque-t-il le phénomène de « **moyennisation de la société** » ou la montée d'une « classe moyenne généralisée » dont la valeur centrale serait l'individualisme.

Enfin, **François DUBET**, si la notion de classe a perdu une partie de son actualité, c'est en raison de mutations sociales profondes notamment dans deux domaines. D'une part, le domaine des identités, où la culture de masse a érodé les cultures de classe. Et partant, d'autres modes d'identification comme l'âge, le sexe, le niveau de diplôme, le lieu de résidence, permettent d'anticiper les dispositions des acteurs de façon plus précise et plus efficace que la seule appartenance de classe. Et d'autre part, le domaine de l'action collective, les mouvements sociaux n'étant pas tous réductibles à des mouvements de classes (émergence des nouveaux mouvements sociaux : mouvements féministe, écologistes, alter-mondialistes, anti-racistes, gay et lesbien, etc.). De même, pour François Dubet il n'est plus possible de parler d'électorats de classe tant les facteurs du vote se sont détachés de la seule appartenance de classe ; l'âge, le diplôme, le statut de l'emploi, la zone de résidence pèsent tout autant que l'appartenance de classe.

Parallèlement à ces transformations, l'affirmation de *l'individualisme* s'est traduite par une liberté plus grande des choix de comportements face au poids des normes familiales anciennes, de l'Eglise ou d'autres organisations. De nouvelles pratiques sont apparues, aussi bien dans la sphère privée (telle l'évolution des formes de la famille) que dans les formes collectives d'engagement (les partis politiques et syndicats déclinent, au profit d'autres types d'associations). Pour certains sociologues, tel que **F. DUBET** ou **B. LAHIRE** ces évolutions débouchent sur une transformation radicale : l'individu choisirait librement, en fonction d'aspirations indépendantes de ses origines sociales, à la fois les personnes avec lesquelles il se regroupe et les relations qu'il met en place.

[Pour d'autres auteurs la subsistance dans nos sociétés des rapports de domination de même que la persistance voire la progression de certaines inégalités économiques et sociales rendent à la notion de classe sociale toute sa pertinence pour analyser la structure sociale](#)

À partir des années 80, selon certains sociologues on assiste à un retour de la polarisation des classes :

- Le groupe constitué des salariés n'est pas homogène. Les niveaux de vie et les modes de vie des ouvriers et des employés (choix du « nécessaire ») est très différent de celui des cadres et des professions intermédiaires. De même, les conditions de travail sont différentes, les employés et certaines professions intermédiaires voient leurs conditions de travail se rapprocher de celles des ouvriers.

- Pour **Pierre BOURDIEU** les goûts restent déterminés par l'origine sociale des individus ; de plus il y a une domination symbolique exercée par la classe dominante au niveau des pratiques sociales et des pratiques culturelles.

- La conscience de classe n'a pas disparu.

- La mobilité sociale reste relativement faible et *in fine*, le phénomène de reproduction sociale touche toutes les PCS. **Pierre BOURDIEU** montre alors la persistance des **inégalités** scolaires dont les origines sont à trouver dans le fonctionnement du système scolaire lui-même.

Pour le sociologue, **Louis CHAUVEL** plusieurs arguments permettent de parler de maintien, voire de retour, des classes sociales dans leur dimension objective. Pour autant, dans ce diagnostic, un élément demeure manquant : celui concernant les *identités collectives*, autrement dit la conscience de classe. Pour cet auteur, les classes sociales perdurent d'un point de vue objectif même si elles ont disparu d'un point de vue subjectif. De même, ce sociologue évoque le phénomène de *shrinking middle class* (d'un écartèlement de la classe moyenne) pour mettre en évidence l'accroissement des inégalités au sein même de la classe moyenne. Par conséquent, pour le sociologue, **Alain LIPIETZ** il convient de changer la représentation schématique de la société : passage d'une société en forme de toupie à une société en forme de sablier.

Pour **Michel PINCON** et **Monique PINCON-CHARLOT** si on peut dire que la classe ouvrière n'existe plus en revanche force est de constater que la classe sociale bourgeoise en soi et pour soi perdure encore. Cette classe sociale qui accumule des capitaux économiques, sociaux et symboliques se caractérise par un niveau élevé de richesse multiforme (un alliage fait d'argent mais aussi de culture, de relations sociales et de prestige) ainsi que par la constitution de lignées qui apparaît, dès lors, comme centrale dans les processus de la transmission des positions dominantes

Enfin, pour **François DUBET**, il faut défendre la notion de classe sociale, car elle renvoie à la présence et à la force des mécanismes de domination sociale qui caractérisent notre société. Les exclus sont ainsi dominés par un système de classes, de même les mécanismes de reproduction sociale du fait des inégalités scolaires ont aussi des mécanismes de domination.

## On mettra en évidence la multiplicité des critères de différenciation sociale dans les sociétés post-industrielles (statut professionnel, âge, sexe, style de vie).

Il existe une multiplicité des critères de différenciation sociale qui permettent d'analyser la structure sociale et ce notamment en fonction de :

### **Statut professionnel (de même que la situation face à l'emploi : activité occupée / chômage ; emploi stable ou précaire etc.)**

Force est de constater que certaines PCS plus que d'autres sont touchées par les **inégalités** tant économiques que sociales, il s'agit des ouvriers, des employés et des inactifs (sauf retraités). Ces PCS cumulent les handicaps : faibles revenus et faibles patrimoines, difficultés face à l'emploi : sous-emploi, travail précaire, période de chômage, conditions de travail pénibles, faiblesse du capital culturel et échec scolaire des enfants (**inégalités** scolaires), logements peu spacieux et dans des zones éloignées des centres villes, loisirs peu diversifiés et de « proximité », mauvaise nutrition, tendance à des comportements à risque (obésité, tabagisme, alcoolisme) alors que d'autres PCS sont moins touchées (cadres supérieurs et professions libérales, professions intermédiaires et certains artisans, commerçants, chefs d'entreprises et les agriculteurs).

**Âge** : On observe dans nos sociétés des **inégalités** de revenus en fonction des âges, mais également des différences dans les pratiques culturelles et sociales, de même que dans les modes de vie et les taux d'équipement.

Pour **Louis CHAUVEL**, l'âge est devenu un critère essentiel de la stratification sociale. En effet, durant les Trente glorieuses, le « système de l'escabeau » assure la dynamique sociale suivant le principe selon lequel les nouveaux arrivants sur le marché du travail sont payés à un salaire supérieur à celui auquel étaient embauchés leurs aînés. Par ailleurs, même s'ils gagnent moins que leurs pères toujours actifs, leur progression salariale fait qu'en fin de carrière, ils ont un salaire beaucoup plus élevé que la génération précédente (cette dynamique est alors doublement intégratrice au niveau de l'entreprise - respect mutuel intergénérationnel- et au niveau familial - potentialité d'autonomie plus forte chez les jeunes - ). Ainsi, durant les Trente glorieuses la génération n'est pas un facteur de discrimination. Toutefois, elle devient à partir des années 1980. Louis Chauvel montre en effet que la loi du progrès générationnel de long terme est devenue obsolète : les actifs qui entrent sur le marché du travail au début des années 1980 sont confrontés à des rémunérations plus faibles et à une précarité accrue par rapport à leurs aînés. De même, leurs perspectives d'ascension sociale et de progression salariale sont moins favorables que celles de leur aînés.. On peut donc se poser la question de l'existence d'une nouvelle « gérontocratie » et d'une « lutte des âges » qui se substituerait à une lutte des classes.

Certaines **inégalités** observées en fonction de l'âge s'expliquent à la fois par un « effet âge » puisqu'à chaque âge correspond des préoccupations spécifiques mais aussi à un « effet génération ». Ainsi, tout au long de la vie, les individus appartenant à une même génération vont se ressembler en termes de comportements sociaux car ils ont été marqués par les mêmes événements au cours de leur socialisation jusqu'à l'âge adulte.

**Sexe** : On observe de nombreuses **inégalités** en fonction des sexes et ce à plusieurs niveaux : les rémunérations, les perspectives de carrières et de promotion sociale (phénomène du « plafond de verre »), la répartition des tâches domestiques au sein des couples, les pratiques culturelles et sociales etc.

Certaines de ces **inégalités** économiques et sociales trouvent directement leurs origines dans le processus de socialisation différentielle en fonction des sexes (mythe de l'attente et éveil de la pensée maternelle chez les jeunes filles qui les amènent à privilégier leur vie familiale à leur vie professionnelle (« Complexe de Cendrillon » de **Marie DURU-BELLAT** et à s'auto-exclure des filières prestigieuses à l'école et des postes à responsabilité dans le monde du travail (« auto-consentement des dominées de **Pierre BOURDIEU**) . D'autres sont à trouver dans les discriminations négatives dont sont victimes les femmes.

**Style de vie** : Pierre Bourdieu montre que les goûts et les styles de vie sont déterminés par la position sociale. La fréquentation des musées, théâtres, opéras... est largement le fait des classes dominantes. Il en est de même pour les activités sportives (tennis : classes supérieures ; natation : classes moyennes et football : classes populaires). Dans son livre *La Distinction* il montre que l'on retrouve ce système de différences dans tous les domaines : habillement, alimentation, lectures... Les individus se distinguent aussi par leur manière d'être ou de faire : manière de se tenir, de parler, de manger (« au franc manger » des milieux populaires s'opposent le « manger dans les formes » des milieux aisés). Bourdieu explique ces régularités par le concept d'*habitus*. Produit de son éducation, l'*habitus* est l'ensemble des principes incorporés par l'individu qui guident de manière non- consciente ses choix et font que toutes ses pratiques ont un « air de famille », qu'elles forment justement un « style de vie ». L'*habitus* est aussi ce qui fait que chaque individu parvient à lire les pratiques des autres comme des signes de leur position sociale. Mais Bourdieu montre également que les styles de vie sont un mode de domination symbolique, car ils sont hiérarchisés. Les membres de la classe dominante sont porteurs du « goût légitime » : ils ont réussi à faire de leur propre style de vie l'étalon auquel peuvent être rapportées les pratiques des autres groupes sociaux. Le style de vie des classes populaires, quant à lui, n'est qu'un repoussoir. Le « beau » et le « laid », le « vulgaire » et le « raffiné » sont donc des jugements sociaux, qui renvoient à des pratiques, des manières de faire ou d'être inégalement légitimes.

Les **inégalités** observables dans nos sociétés reposent sur une multitude d'origines. Les **inégalités** de revenus peuvent trouver leurs sources notamment dans les différences de qualification des individus (et donc indirectement de professions), mais aussi elles peuvent être issues des différences de patrimoine ou encore de genre ou d'âge. Les **inégalités** de patrimoine proviennent principalement des différences de revenus, et sans doute plus que les autres, elles se transmettent de générations en générations. Les **inégalités** sociales trouvent leurs fondements dans les **inégalités** de revenus et de patrimoine mais également dans les différences de genre, d'âge mais aussi d'origine sociale (ou appartenance sociale) ou ethnique, de même qu'au niveau du lieu de résidence (phénomène de ségrégation urbaine). **Il n'existe donc pas un facteur unique des inégalités, mais des sources multiples qui peuvent s'entrecroiser, se cumuler et se renforcer.** Ainsi, pour certains sociologues si les clivages inter-catégoriels se sont atténués entre les années 60 et les années 80 (phénomène de moyennisation), durant les années 90 et celles qui suivent, la classe moyenne perd de son homogénéité et les clivages deviennent intra-catégoriels du fait que d'autres critères de différenciation prennent de l'importance (entre ceux qui au sein d'une même PCS ont par exemple un emploi stable ou précaire / sont jeunes ou plus âgés / sont célibataires, en couple, chargés de familles peu ou très nombreuses). C'est ainsi que Jean-Paul FITOUSSI et Pierre ROSANVALLON suggèrent qu'un « nouvel âge des **inégalités** » se fait jour : aux « **inégalités** structurelles » (ou traditionnelles) s'ajoutent des « **inégalités** dynamiques », c'est-à-dire des **inégalités** qui changent selon les époques et la conjoncture économique.

## Comment analyser la structure sociale ?

**Historiquement**, la structure sociale peut s'analyser grâce à un « critère professionnel ».

Et plus précisément pour **MARX** par le biais de la place occupée dans le monde de production Plus précisément dans son analyse de la structure sociale **MARX** s'attache à mettre en évidence les rapports d'exploitation et de domination entre les groupes sociaux. Les classes sociales forment ici des groupes sociaux aux niveaux de vie et aux conditions de vie très inégaux (classe en soi) ; dont les intérêts sont antagonistes et qui peuvent s'organiser pour les défendre- conscience de classe - (classe en soi).

**WEBER** quant à lui propose une analyse de la structure sociale plus complexe qui dépasse les structures économiques. Ainsi, il distingue trois catégories de groupes sociaux : les classes sociales, les groupes de statut et les partis. La classe sociale n'est donc qu'un élément de différenciation sociale.

**Toutefois du milieu des années 60 au milieu des années 80 on observe plusieurs phénomènes :**

- La modification de la structure professionnelle des emplois : les PCS extrêmes déclinent (ouvriers notamment) au profit des PCS intermédiaires et plus qualifiées.

- Les inégalités économiques et sociales se réduisent entre les PCS (critère professionnel). C'est la moyennisation, qui entraîne un brouillage des frontières entre les groupes sociaux. Parallèlement la société connaît un processus d'individualisation des comportements et des parcours qui rompt avec la dimension collective des classes sociales (atténuation de la conscience de classe).

Enfin, la mobilité sociale ascendante qui devient effective renforce ces phénomènes car elle participe également au brassage des patrimoines tant économiques (critère objectif) que culturels (critère subjectif).

Compte tenu de ces évolutions, de nombreux sociologues (**MENDRAS**, **TOURAINÉ**, etc.) soutiennent alors la thèse, selon laquelle, la notion de classe sociale a perdu de sa pertinence pour analyser la société française. Plus largement, on peut dire alors que le critère de différenciation lié au statut professionnel (appréhendé dans nos sociétés par la nomenclature des PCS) semble avoir perdu de sa pertinence pour analyser la structure sociale. De même, la notion de conscience de classe s'est fortement atténuée voire a disparu.

D'autant plus que d'autres critères peuvent être mobilisés pour analyser et expliquer la structure sociale : le genre, l'âge, la situation face à l'emploi, le lieu de résidence, l'ethnie, les styles de vie etc.

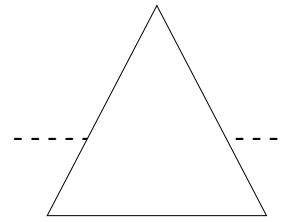
**Dans un troisième temps, on assiste à une remontée des inégalités économiques et sociales :**

- la remontée des inégalités économiques et sociales ou à tout le moins la rupture dans la dynamique de leur réduction, observées à partir du milieu des années 80, conduisent certains sociologues à soutenir la thèse selon laquelle la notion de classe sociale reste pertinente pour analyser la structure sociale. En effet, les inégalités économiques et sociales d'origine professionnelle (entre les PCS) restent marquées (critère objectif) de même qu'une conscience de classe peut se faire à nouveau jour (critère subjectif). *Ce dernier point est plus contestable selon certains auteurs dont L. CHAUVEL*

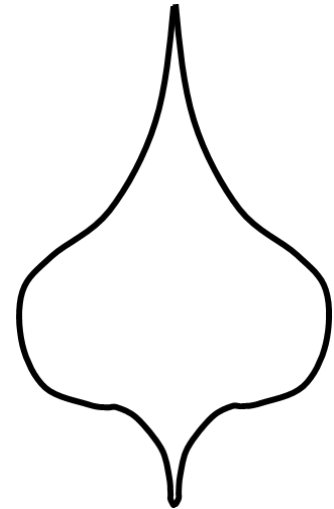
- Au final, la structure sociale paraît à nouveau perdre en homogénéité, d'autant que des critères de différenciations comme le genre, l'âge ou la situation face à l'emploi n'ont pas disparu voire prennent toute leur « vigueur ». Enfin, il est important de souligner que le sociologue **Pierre BOURDIEU** montre (dénonce) quant à lui l'importance des styles de vie pour expliquer les effets de domination au sein de la structure sociale. Cet auteur cherche, en effet, à mettre en lumière dans la France contemporaine l'existence de groupes relativement fermés sur eux-mêmes, dotés d'une culture (valeurs, pratiques sociales et culturelles) spécifiques et positionnés inégalement dans la structure sociale.



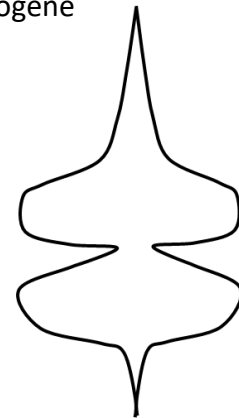
La structure sociale est « scindée en deux »



Émergence d'une phase classe dite moyenne.



Écartèlement de la classe moyenne. La société paraît moins homogène



# LA SYNTHÈSE DE LA SYNTHÈSE ! POUR MIEUX CERNER LES ENJEUX ET LES PROBLÉMATIQUES DU COURS 😊

## ☞ Le caractère multiforme des inégalités

Il existe une multitude d'inégalités. Les inégalités économiques : inégalités de revenus et de patrimoine. Mais aussi des inégalités sociales : inégalités scolaires, inégalités de logement, inégalités de modes de vie, inégalités face à l'emploi, inégalité dans la répartition des tâches domestiques etc.

## ☞ Les inégalités économiques et sociales peuvent se cumuler et se reproduire

Les inégalités ne sont pas indépendantes les unes des autres, mais au contraire une inégalité peut être à l'origine d'une autre inégalité etc. Par ailleurs, les inégalités se reproduisent, c'est-à-dire qu'elles peuvent se transmettre de générations en générations.

## ☞ Comment rendre compte aujourd'hui de la structure sociale en France ?

Pour rendre compte de la structure sociale aujourd'hui plusieurs critères sont possibles :

L'analyse des classes sociales de K. Marx et l'analyse de la stratification de M. Weber (classes sociales et groupes de statut), sans oublier leurs prolongements contemporains comme la théorie de P. BOURDIEU, ou les approches de Louis CHAUVEL et de M. PINCON et M. PINCON-CHARLOT.

Mais d'autres critères sont possibles comme la profession, l'âge, le sexe, le style de vie etc.

## ☞ Les raisons pour lesquelles les frontières entre les classes sociales ont eu tendance à se brouiller.

Les frontières entre les classes sociales ont eu tendance à se brouiller pour de multiples raisons mais il convient de noter deux raisons principales :

- Le déclin de la classe en soi ou encore la moyennisation (hausse des niveaux de vie et réduction des inégalités économiques et sociales)

*du fait notamment : de la répartition équitable des fruits de la croissance (SMIC, Etat Providence), massification de l'enseignement et accroissement de la mobilité sociale, amélioration des conditions de travail et plus largement développement du droit du travail, déclin des PCS marquées par des conditions de travail éprouvantes, tertiarisation, diffusion du pouvoir politique (démocratisation de la société) etc.*

- Le déclin de la classe pour soi ou la baisse de la conscience de classe.

*du fait notamment : de la massification scolaire et de la mobilité sociale qui ont permis un brassage social, la hausse des niveaux de vie et l'harmonisation des modes de vie qui ont rendu moins visibles les inégalités entre les différents groupes sociaux, la diffusion d'une culture de masse etc.*

## ☞ Les raisons pour lesquelles les frontières entre les classes sociales restent marquées (ont tendance à ressurgir).

- La persistance (résurgence) de la classe en soi ou encore la persistance (remontée) des inégalités tant économiques que sociales.

*du fait notamment de : la crise économique, la politique de rigueur salariale, la hausse des revenus de la propriété, la moindre progressivité de l'impôt, la crise de l'Etat Providence, la montée du chômage et des emplois précaires, la reproduction sociale et la persistance des inégalités scolaires, la persistance de conditions de travail pénibles et difficiles pour certains salariés tant dans le secteur secondaire que tertiaire etc.*

- La persistance (résurgence) de la classe pour soi (persistance ou résurgence de la conscience de classe) et la

persistance d'une domination symbolique sur le plan des pratiques sociales et culturelles.  
*du fait notamment : de la persistance (remontée) des inégalités économiques et sociales, des stratégies de différenciation qui caractérisent la société etc.*

### ☞ **L'analyse en termes de classes sociales est-elle pertinente pour rendre compte de la structure sociale en France aujourd'hui ?**

Ce sujet débat invite l'élève à un plan en OUI/mais ou NON/Mais

#### **Premier plan**

Oui, l'analyse en termes de classe sociale est pertinente pour rendre compte de la structure sociale aujourd'hui.

Mais, la moyennisation a contribué à affaiblir la pertinence de cet outil et au final d'autres critères sont tout aussi pertinents : profession, âge, sexe, style de vie et ce malgré le fait que la notion de classe sociale en soit un.

#### **Second plan**

Non, la moyennisation a contribué à affaiblir la pertinence de cet outil et au final d'autres critères sont tout aussi pertinents : profession, âge, sexe, style de vie.

Mais, la résurgence des inégalités depuis plusieurs années a rendu l'analyse en termes de classe sociale, à nouveau pertinente, pour rendre compte de la structure sociale

## **Mais attention aux sujets débat qui appellent dans un souci de cohérence un plan HISTORIQUE ou CHRONOLOGIQUE**

### **Dans quelle mesure les classes sociales existent-elles aujourd'hui en France ?**

**Le plan en Oui / Mais n'est pas possible.** On ne peut pas mener le raisonnement suivant :

Oui les classes sociales existent ou ressurgissent aujourd'hui (à partir du milieu des années 80 : remise en cause de la moyennisation)

mais leur réalité s'était atténuée (« elles avaient disparu ») du milieu des années 60 au milieu des années 80 du fait de la moyennisation.

Il vaut mieux privilégier le plan

« Non », pour de nombreuses raisons tant objectives que subjectives plusieurs auteurs ont soutenu la thèse selon laquelle les classes sociales avaient perdu de leur pertinence pour analyser la société française (voire n'existaient plus) du fait de la moyennisation qui s'est opérée du milieu des années 60 au milieu des années 80.

Mais, la remontée des inégalités ou la rupture dans la dynamique de la moyennisation rendent leur pertinence à la notion de classe sociale pour analyser la structure sociale.

### **Les classes sociales permettent-elles de rendre compte de la structure sociale actuelle en France ?**

Même plan en Non / mais

Non dans la société « actuelle » des années « milieu 60, années 70, milieu des années 80 »

Oui dans la société « actuelle » du « milieu des années 80 à aujourd'hui »

Plan qui est plus cohérent que Oui / mais

Oui, dans la société « actuelle » du « milieu des années 80 à aujourd'hui »